

sécurité régionale, la stabilité économique et la paix mondiale;

- la stimulation de mouvements commerciaux élargis et équitables;
- la reconnaissance du Canada comme un pays où les Japonais aiment investir;
- l'élargissement de l'activité du marché financier;
- la stimulation de l'acquisition et du développement de la technologie ainsi que de la coopération industrielle;
- l'utilisation du processus des NCM pour obtenir une plus grande libéralisation du commerce; et
- la promotion du tourisme.

Les constatations de votre mission économique indiqueront aux hommes d'affaires japonais que l'orientation économique du Canada a subi des changements notables depuis la visite, en 1976, de la mission économique dirigée par votre prédécesseur, M. Makita.

Nous avons aujourd'hui au Canada une politique gouvernementale d'encouragement et de stimulation de l'investissement étranger réduisant au minimum la réglementation. Depuis que l'Agence d'examen de l'investissement étranger a été abolie et remplacée par Investissement Canada, notre pays intéresse de plus en plus les investisseurs. Les investissements directs, qui atteignaient 3,1 milliards \$ en 1985, ont doublé au cours des six premiers mois de 1986. Les États-Unis sont la principale source d'investissements directs au Canada, suivis du Royaume-Uni, de l'Allemagne de l'Ouest et des Pays-Bas.

Qu'en est-il du Japon?

L'investissement japonais augmente, particulièrement dans le secteur automobile, mais nous ne disposons pas encore de statistiques à cet égard. L'investissement japonais direct au Canada est évalué à seulement 2 milliards \$. Les projets d'investissement que les fabricants japonais d'automobiles et de pièces ont entrepris ou annoncés devraient ajouter un autre milliard. Mais il est nettement possible de faire mieux.